Votation

# «Un large compromis des partis peut favoriser le oui, mais une hausse d'impôt reste impopulaire»

A l'approche du vote du 29 novembre sur le budget et la hausse d'impôt à Bienne, le politologue Michael Strebel, de l'Université de Berne, analyse le contexte du scrutin et les conséquences possibles d'un nouveau refus, notamment le risque de perdre la maîtrise des finances communales.

**Alexia Nichele**



Les représentants de sept groupes parlementaires au Conseil de ville et les responsables de la Commission des finances défendaient le budget 2027, assorti d'une hausse d'impôt, le 5 novembre dernier. Anne-Camille Vaucher

> « Nous sommes dans un contexte où le coût de la vie occupe une place importante dans les préoccupations de la population.
>
> **Michael Strebel**
> Politologue



Deux fois dans l'histoire récente, les Biennois ont refusé une hausse d'impôt: en 2015, puis en 2022. Le 29 novembre, ils votent une nouvelle fois sur la fiscalité. Un scrutin issu cette fois d'un compromis politique adopté par 47 voix contre une au Conseil de ville et une majorité des partis qui recommande d'accepter la proposition de l'Exécutif. En jeu, quelque 8 millions de francs de recettes par an, compensés par des économies du même montant, avec une quotité qui passerait de 1.63 à 1.73.

**A Bienne, les électeurs ont refusé les hausses d'impôt cette dernière décennie. Un troisième échec écornerait-il la crédibilité des autorités?**

**Michael Strebel**: Je ne le pense pas. J'ai consulté les résultats des votations biennoises depuis 1991. Sur 270 objets soumis au peuple, seuls 20 ont été refusés, soit moins de 10%. On ne peut donc pas parler d'une méfiance générale envers les autorités. Cela montrerait peut-être simplement qu'une hausse d'impôt n'est jamais une mesure populaire, même lorsqu'elle est relativement modérée.

**La hausse proposée est de dix points. Est-ce le montant ou le principe qui risque de bloquer?**

Cela dépend des personnes. Pour certains ménages, payer 100 francs supplémentaires par année peut faire une différence. Pour d'autres, ce montant n'a pratiquement aucun effet, mais ils votent contre par principe, parce qu'ils estiment contribuer déjà suffisamment. Il faut aussi rappeler que Bienne se situe actuellement en dessous de la moyenne cantonale en matière de quotité d'impôt. Avec cette augmentation, elle se retrouverait approximativement dans cette moyenne.

**Mais la ville deviendrait plus chère fiscalement que plusieurs communes voisines. Cela peut-il peser dans le choix des habitants?**

Lorsqu'une Commune augmente ses impôts et que la fiscalité reste plus basse juste à côté, certains habitants pourraient choisir de déménager. Mais je pense qu'il faut rester réaliste. Je ne crois pas que quelqu'un va déménager uniquement parce qu'il doit payer 100 ou même 300 francs d'impôts supplémentaires par année.

**Plus de la moitié des contribuables biennois déclarent moins de 40'000 fr. de revenus. Cela favorise-t-il le non?**

Pas nécessairement. Pour les personnes aux revenus modestes, chaque franc compte davantage. Mais elles peuvent aussi considérer que les recettes supplémentaires permettront d'investir dans des infrastructures et des services publics dont elles bénéficieront. Il y a également une dimension idéologique. Une personne plutôt à gauche peut accepter de payer davantage pour financer des prestations collectives. A l'inverse, quelqu'un qui gagne beaucoup peut refuser par principe. On ne peut pas déduire le comportement électoral du seul niveau de revenu.

**Le budget résulte d'un compromis entre les partis. Un front uni, est-ce un atout pour convaincre?**

C'est un signal fort. Beaucoup d'électeurs suivent les recommandations du parti dont ils se sentent proches. Un compromis aussi large peut donc favoriser le oui. Mais une hausse d'impôts reste impopulaire. Certains voteront contre, indépendamment du soutien politique dont bénéficie le projet.

**Le PLR et le PRR ont finalement recommandé le non, contrairement à leurs élus. Ce revirement peut-il peser?**

Il place surtout ces deux partis dans une situation difficile, parce qu'il révèle des divergences internes. Ce n'est pas nécessairement un signal de confiance pour leurs électeurs. Mais je ne pense pas que l'impact sera très important à l'échelle de la ville. Ensemble, ces partis occupent 9 des 60 sièges du Parlement biennois.

**Pour justifier leur position, ces deux partis avancent l'augmentation du coût de la vie. Un argument qui peut faire mouche...**

Nous sommes effectivement dans un contexte où le coût de la vie occupe une place importante dans les préoccupations de la population. Mais il est difficile d'évaluer précisément son influence sur le vote. Un autre élément pourrait jouer un rôle: le 29 novembre, il y aura aussi une votation fédérale sur une hausse de la TVA pour financer la 13e rente AVS. Selon les personnes que ce scrutin mobilisera, il pourrait y avoir des conséquences sur le vote communal. Si les opposants aux augmentations fiscales se mobilisent particulièrement au niveau national, cela pourrait aussi se ressentir à Bienne.

**La hausse d'impôt est directement liée au budget 2027, qui prévoit aussi des économies. Cela change-t-il la donne?**

Je pense que oui. Le projet ne prévoit pas seulement des recettes supplémentaires. Il repose aussi sur le principe d'économiser un franc pour chaque franc obtenu grâce à la hausse d'impôts, tout en maintenant des investissements dans les infrastructures. C'est un message important: les autorités ne demandent pas simplement davantage d'argent, elles essaient aussi de réduire les dépenses. A mon avis, si la hausse d'impôts était soumise au vote séparément, elle aurait moins de chances de passer. Présentée avec le budget, elle s'inscrit dans un paquet. Les électeurs comprennent mieux pourquoi cet argent est demandé.

**Le risque d'une intervention du Canton de Berne en cas de blocage budgétaire peut-il faire peur à l'électorat biennois?**

C'est possible. Dans le pire des cas, le Canton pourrait fixer le budget et le taux d'imposition. Bienne est une ville à gauche sur le plan politique, alors que le Gouvernement bernois est plutôt à droite. Certains électeurs pourraient préférer conserver la maîtrise des finances communales plutôt que de laisser ces décisions au canton. On ignore ce que celui-ci déciderait. Il pourrait imposer des coupes budgétaires ou une hausse d'impôt plus importante, par exemple de vingt points au lieu de dix. C'est très incertain. Même si la marge de manœuvre d'une commune est limitée, il est important qu'elle puisse garder son destin entre ses propres mains.

**Quels facteurs feront finalement basculer le scrutin du 29 novembre?**

Ce sera surtout la mobilisation. Les votations fédérales organisées le même jour, notamment celle sur la TVA, augmenteront probablement la participation au scrutin communal. Une étude réalisée par des politologues bernois montre que cet effet peut dépasser dix points de pourcentage. Mais cela ne nous dit pas dans quel sens les électeurs voteront. Tout dépendra de ceux qui réussiront à mobiliser leurs partisans, de la communication des partis et du débat public. Les électeurs retiendront-ils surtout la hausse d'impôt ou l'ensemble des mesures prévues dans le budget? C'est difficile à anticiper.

## Les milieux socioculturels soutiennent le budget 2027

Dans un communiqué, le collectif «Bienne pour toustes» salue le compromis négocié entre les partis pour remettre les finances communales d'aplomb. «C'est un soulagement pour nous de constater que les institutions socioculturelles ont été épargnées par les coupes», peut-on y lire. Le soulagement est toutefois relatif. «Nous sommes à la limite de la survie, que ce soit en matière de financement ou d'état des bâtiments, parfois vétustes. Ne pas couper, c'est le minimum», relève Nina Pigné, membre du groupe de coordination et du comité de l'Assemblée des associations et organismes culturels (AAOC). La culture pèse environ 2% du budget communal. «On est une ville qui attire de plus en plus de monde, aussi grâce à la richesse de sa vie culturelle et de ses prestations sociales», souligne-t-elle. Les institutions peinent pourtant à obtenir davantage de subventions, vu l'endettement de la Ville.

L'appel au non lancé par les bases du PLR et du PRR inquiète le collectif. Selon lui, un refus gèlerait les négociations en cours sur les contrats de prestations qui débuteront en 2028. Sans budget, seules les dépenses indispensables pourraient être engagées par la Ville jusqu'à un nouveau vote. Les subventions aux organisations sociales et culturelles, tout comme les camps scolaires, pourraient alors être suspendues, avertit Nina Pigné. Quant à une reprise en main par le Canton, elle n'augurerait rien de bon pour ces milieux, estime-t-elle. *ani*